

Mavuna

LE BULLETIN
DU MINISTÈRE DE LA PRODUCTION, DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'ÉNERGIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT



EDITORIAL

Vanille, la relance

Comme vous le savez, la vanille constitue le premier produit national qui assure une meilleure redistribution des revenus du Produit Intérieur Brut (PIB), contribuant sensiblement en faveur de la solidarité nationale.

Or depuis bientôt une dizaine d'années la filière vanille comorienne connaît une crise financière difficile.

Cette crise fait suite d'une part, aux pertes subies lors des campagnes 2003 et 2004 dont les effets se perpétuent jusqu'à ces jours et d'autre part, au dysfonctionnement persistant au sein de la filière, accentué ces dernières années, par la cessation du dialogue interprofessionnel sur les questions essentielles relatives à l'organisation des campagnes vanilles.

C'est ainsi que ces dernières années, l'opinion publique a été emmenée à penser que l'Etat ne s'intéressait plus à la vanille, produit phare et stratégique de l'économie du pays.

Aujourd'hui, il est compris de tous qu'il n'y pas d'autres alternatives de substitution à la vanille et qu'il y a lieu de réfléchir sur un programme spécifique destiné à consolider les acquis des projets antérieurs et à identifier les voies d'innovation pour la relance de la filière. C'est fort de l'enjeu économique et social que renferme le secteur de la vanille pour la promotion de la paix civile, à travers la solidarité et la cohésion sociale que le ministère de la Production a lancé les Assises sur la Vanille, objet de notre dossier.

La rédaction

Un nouveau ministre

Voir page 7



Le Vice-Président Dr F. Mohadji passe le flambeau à Abdou Nassur (à d.) au Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat

La relance du secteur vanille

Lire pages 4 et 5



Lors des assises à l'ex-Cefader

Gestion des ordures dans la commune d'Itsahidi

Désormais, la commune d'Itsahidi dispose d'un site pour la gestion des ordures. Sous le haut patronage du vice-président en charge de l'agriculture, la cérémonie d'inauguration a eu lieu le samedi 29 juin 2013 à Fouboni, chef-lieu de la région composé de dix villages. Six partenaires ont financé ce projet à hauteur de 172.000 euros, soit plus de 85 millions de Fcs. Cinq personnes se succèdent à la tribune officielle pour les discours marquant l'inauguration d'un site de gestion des ordures de Foubouni, chef-lieu de cette région

qui compte 19.000 habitants pour dix villages. Elle présente une structure de population caractérisée, entre autres, par l'agriculture, la pêche et le commerce.

Ce financement est assuré en partie par l'association des Foubouniens de Marseille qui a fourni le camion de ramassage. Quant à l'Union européenne, elle a contribué à travers le Programme de Coopération Décentralisée (PCD). La commune de Foubouni et le gouvernement comorien ont apporté des contributions ainsi que le Pnud et le Fonds Mondial pour l'environnement.



A l'extrême droite Mme le Maire et les employés du site



Extraits du Message du président de l'Association de la Diaspora de Foubouni en France (Zilé Soilihi) à l'occasion de l'inauguration du projet Gestion des ordures



Zilé Soilihi

« Je tiens à vous exprimer mes remerciements les plus sincères pour avoir honoré notre ville de votre présence dans l'inauguration de ce projet emblématique "La propreté d'une ville est une donnée fondamentale qui réagit sur la santé de ses habitants, son image et son attractivité." "En contri-

buant à ce projet, la Diaspora de Foubouni, et surtout les Foubouniens de Marseille ont voulu malgré la distance, et les nombreux problèmes qu'ils rencontrent dans le pays d'accueil, vaincre une fatalité et dire aux comoriens l'impérieuse nécessité de se prendre en charge et de réfléchir à des actions visant à développer leur pays, à lui redonner sa fierté passée, et surtout à asseoir les conditions de son développement économique." "Dans nos actions nous sommes soucieux de la transpa-

rence, de l'honnêteté et de la volonté d'installer des modèles économiques qui permettent aux actions financées de trouver les chemins de leur pérennité." "Nous allons maintenant lancer une initiative sur l'autonomie énergétique de l'hôpital et résoudre une fois pour toutes son 'alimentation en eau' " "En France nous agissons auprès des familles et des enfants pour lutter contre l'exclusion et surtout pour promouvoir l'excellence et conduire les enfants vers la réussite."

Ce projet est financé conjointement par :

- L'association des foubouniens de Marseille à hauteur de 60.000 euro en nature (camion et poubelles)
- La coopération française à hauteur de 42 000 euros
- La Commune de Foubouni à hauteur de 40.000 euros en nature et en espèce
- le Gouvernement comorien , 8 000 euros
- le Pnud et fonds Mondial pour l'environnement au titre du projet SGP pour un montant de 20 000 euros

Les Principales réalisations :

- étude d'impact environnemental

- construction d'une décharge
- Ouverture et aménagement de la piste d'accès à la décharge (2.5 km;)
- ramassage régulier et triage des ordures;
- organisations de 4 journées villes propres;
- mise en place d'un mécanisme de gestion et paiement par les familles des taxes mensuelles d'un montant de 1500 kmf/ménage;
- Formations sur le triage, compostage des employés et représentants des villages de la région d'itsahidi;
- créations de 10 emplois permanents et 3 temporaires.



L'Ambassadeur de France



J. Pihi, Représentant-Résident Adjoint du Pnud

Investissement au développement

Appui du "Comité Arabe"

Les autorités comoriennes et les représentants du Comité arabe pour le développement et l'investissement aux Comores ont procédé à la signature de différents protocoles d'accord.

Secteur agricole, infrastructures routières et enseignement supérieur sont les domaines à l'ordre du jour de la cérémonie organisée, le 03 juillet au palais de Beit-salam.

Il s'agit d'un mémorandum d'entente pour la création d'une société agricole, signé par le vice-ministre qatari des Affaires étrangères, Sheikh Ahmed Bin Mohamed Bin Jabor Al Thani, président du comité arabe, et le vice-président comorien en charge de l'Agriculture, Fouad Mohadji.

Suivront trois protocoles d'accord, signés entre le président du comité arabe, le vice-président en charge des Infrastructures, Nouridine Bourhane, et un représentant de la société française Colas, pour la construction de cinquante-un kilomètres de routes. Cela concerne les tronçons Moroni-Hahaya à Ngazidja pour un montant de 20 millions d'euros, Wani-Bambao à Ndzuwani pour 9,5 millions d'euros et le tronçon Nyumashiwa-Ndremeyani à Mwali pour 5,4 millions d'euros.

Dans la matinée du mercredi 3 juillet, il y a eu l'inauguration d'une unité de production d'eau potable d'une capacité de production d'environ 5.000 bouteilles par heure, à Selea dans la région de Bambao. Enfin, rappelons que lors du mini-sommet de suivi, tenu à Moroni en février 2011, les annonces des bailleurs avaient atteints les 700 millions de dollars environ, dépassant de loin les 540 millions de francs

annoncés auparavant à Doha en mars 2010.

Le vice-ministre qatari des Affaires étrangères, Sheikh Ahmed Bin Mohamed Bin Jabor Al Thani, aurait annoncé plusieurs initiatives sur le secteur agricole. Parmi ces projets figureraient la mise en place d'une distillerie d'ylang à Ndzuwani, un centre de traitement de ramassage et de reconditionnement de vanille à Ngazidja, un centre de production de légumes et de fruits en plus de l'Ecole d'agriculture avec une capacité d'accueil de 150 étudiants qui ouvrirait ses portes pour la rentrée 2014-2015.



Signature du Mémorandum

Développement rural

Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) Cérémonie de remise de motos

La cérémonie a eu lieu le vendredi 28 juin 2013 à l'Ex-Cefader de Mdé, sous le Haut patronage du Vice-Président Dr Fouad Mohadji. Ce matériel a été mis à disposition par le Projet de Renforcement et de Diversification des filières Agricoles aux Comores (PREDIVAC), Projet qui se terminait en cette fin de mois de juin, après une année de prolongation.

Pour rappel, c'est par un décret en date du 06 février 2013 que le Gouvernement a décidé la création des CRDE appelé à remplacer les anciens Centres d'Appui au Développement Rural (Cader) et les Centres d'Encadrement Agricoles (CEA).

Les CDRE sont des établissements publics à caractère agricoles dotés de la personnalité civile et de l'autonomie administrative et financière. Ils sont placés, sous tutelle technique du Ministère en charge de la Production et de l'Environnement et financière du ministère chargé

des finances et du budget. Dans l'île le Commissaire chargé de la Production et de l'environnement veille à la mise en œuvre des politiques sectorielles (Agriculture, Élevage, Environnement). Un arrêté du Vice-président/ Ministre en charge de la Production et de l'Environnement détermine les lieux d'installation des centres. La priorité sera donnée aux lieux d'implantation des anciens CADER. Ces centres ruraux de

développement Economique sont chargés de la mise en œuvre, dans leur zone d'action, de tout programme de développement rural visant la promotion économique à travers les secteurs productifs et de protection de l'Environnement.

Dans son allocution le Vice-Président a salué le partenariat fructueux qui existe entre l'Agence Française de Développement (AFD) et qui a

permis entre autres, l'élaboration de la loi sur les organisations professionnelles, la réhabilitation du laboratoire d'hygiène et de contrôle qualité, la construction de la route Jimlimé à Anjouan, l'appui au processus de collecte de données sectorielles ainsi que l'appui au processus de relance de la filière vanille à travers les Assises nationales de la vanille, etc.....

Suite page 7



Les assises nationales sur la vanille : Contexte et objectif

La filière vanille compte bientôt une dizaine d'années, depuis 2003, qu'elle est confrontée à une crise financière sans précédent; cette crise fait suite d'une part, aux pertes subies lors des campagnes 2003 et 2004 liées en grande partie à une chute drastique des cours et dont les effets se sont perpétués jusqu'à ce jour et d'autre part, au dysfonctionnement persistant au sein de la filière, accentué ces dernières années par la cessation du dialogue interprofessionnel sur les questions essentielles relatives à l'organisation des campagnes vanille et à la recherche de solutions collectives sur les problématiques communes.

De 2003 à aujourd'hui, le prix de la vanille a été divisé par 10. Une détérioration qui a affecté l'ensemble des opérateurs de la vanille : (1) les producteurs qui

assistent à une dégringolade de leur revenu liée à l'activité de la vanille, étant donné que la vanille ne trouve plus d'acheteurs, sinon des acheteurs proposant des très bas prix ; (2) des préparateurs et exportateurs sur endettés (3) des préparateurs et exportateurs qui disposent des stocks de vanille en souffrance depuis plusieurs années. Cette situation qui affecte négativement l'ensemble des opérateurs de la vanille ne favorise pas la relance de la filière et risque à terme si rien n'est réalisé de faire disparaître la filière vanille.

C'est pourquoi le gouvernement, à travers la Vice-présidence en charge du Ministère de la production, a décidé d'assumer ses responsabilités en jouant le rôle prépondérant de chef de file pour la mobilisation de toutes les énergies en vue de relancer la filière



Le Président de l'Assemblée de l'Union



Le président de l'île de Ngazidja

vanille.

Il estime également que la situation actuelle dans laquelle la filière se trouve ne nécessite pas d'interventions ponctuelles et sporadiques, pas plus qu'elle ne nécessite aussi une dispersion dans l'accompagnement de la filière; une réflexion profonde du deve-

nir de la filière, partagée avec l'ensemble des acteurs et partenaires, assortie d'un vrai plan et stratégie de relance de la filière, demeure l'approche la mieux indiquée ; d'où la décision du gouvernement d'organiser ce qu'il a appelé " les assises nationales de la vanille".

Problématique de la filière vanille

L'objectif des Assises est la recherche d'une solution à la crise qui frappe la filière vanille. Aussi, il a été retracé l'évolution historique de la filière vanille tout en mettant l'accent sur la perpétuité de la crise que traverse cette filière il y a bientôt dix ans. Après avoir relaté la tendance à la baisse de la production, des exportations et du cours de la vanille tant sur le plan national qu'international, il a

été souligné le caractère hautement spéculatif du marché international de la vanille qui n'a rien de standard.

Ainsi, les cours peuvent varier de 1 à 10 en quelques mois, suivant les spéculations. On note à titre d'exemple que malgré une demande mondiale de plus en plus croissante et une offre en baisse, le cours mondial de la vanille poursuit une trajectoire à la baisse. Face à cette problématique de



Le Président de l'Union des Chambres de Commerce



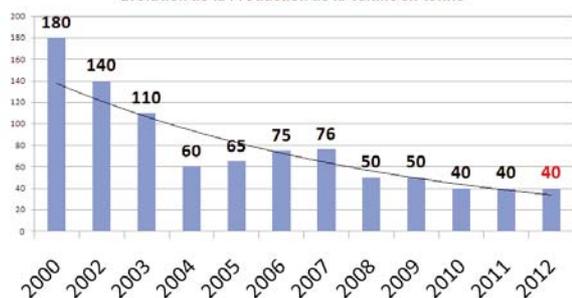
Le Commissaire aux Finances de Ngazidja

la vanille et à la complexité du marché mondial, les assises nationales sur la vanille a comme objectif d'étudier les moyens de sauver la filière vanille aux Comores.

Parmi les pistes envisagées et qui ont fait l'objet des présen-

tations thématiques, l'allègement des facteurs contraignants les opérateurs de la vanille tels que l'endettement, les stocks en souffrance, la suspension des campagnes sur la vanille et le manque de perspectives d'avenir.

Evolution de la Production de la vanille en tonne



La dette et les opérateurs

Les Assises ont eu a révéler le facteur contraignant de la dette des opérateurs auprès des institutions financières. Cette dette contractée en 2003/2004, a été effectuée au moment où le cours mondial de la vanille connaissait était à son plus haut niveau.

La chute brutale du prix mondial de la vanille et sa persistance à la baisse qui dure bientôt dix ans, a entraîné des grosses difficultés de remboursement de la dette contractée par les opérateurs de la vanille. Ayant acheté la vanille très cher auprès des producteurs (fortes spéculations et erreurs d'anticipation), les préparateurs et exportateurs de vanille se retrouvaient avec de la vanille préparée dont le prix mondial ne cesse de dégringoler.

Les agios et intérêts de la dette se



sont accumulés, beaucoup d'opérateurs se retrouvaient ainsi en situation d'insolvabilité auprès de leur institution bancaire/financière.

re. Les institutions financières ont ainsi suspendu les préfinancements des campagnes vanille au

bénéfice des opérateurs douteux (insolvables). Ils sont 91 opérateurs en Grande Comore à être concernés par le problème.

Une évaluation de la situation des stocks de vanille a été réalisée à travers un inventaire direct auprès de l'ensemble des opérateurs. Cette évaluation s'est inscrite dans un cadre, les assises pour l'évaluation des stocks 2003-2012 et se

justifie par les objectifs spécifiques suivants :

- apurer les dettes de la filière ;
- écouler les stocks afin d'assainir la situation pour repartir sur des bonnes bases ;

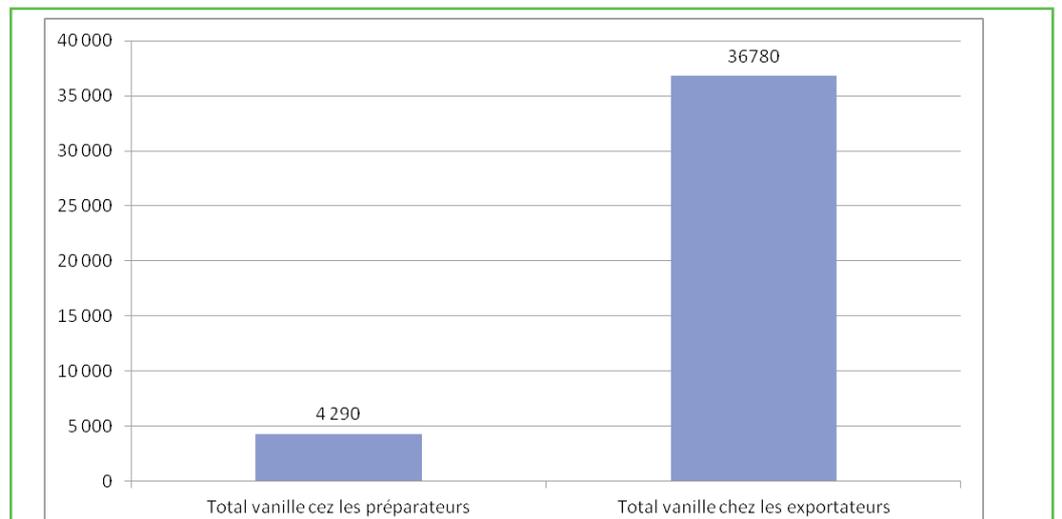
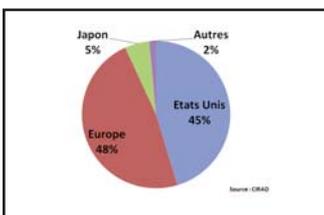
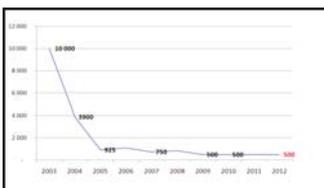
Réfléchir sur l'organisation de la campagne 2013-2014.

Extrait du discours de clôture du Vice-Président

“Comme j’ai eu à le dire lors de la séance d’ouverture, la relance de la filière vanille répond à l’engagement du Président de la République, son Excellence Dr Ikilou Dhoinine et de son Gouvernement dans leur volonté de redorer l’image et la valeur d’une tradition agricole noble et de réhabiliter la place du produit phare de notre économie dans le Budget du pays.”



Tableaux illustrant l'évolution des stocks et les sources de stockage (Exportateurs et Préparateurs)



Conférence de la FAO : “Le système alimentaire durable au service de la sécurité alimentaire et de nutrition”

Le Vice-Président Dr Fouad Mohadji est présent à la 38^{ème} session de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Fao) qui se tient du 15 au 20 juin 2013 à son siège de Rome en Italie. Cette présente session devait examiner un certain nombre de points relatifs à la problématique de la sécurité alimentaire et au bon fonctionnement de cette organisation onusienne. Dans son allocution le directeur de la Fao M. Graziano da Silva a annoncé entre autres objectifs que « La Conférence sera également invitée lors de cette session à approuver une modification du premier objectif mondial de l'Organisation: il ne s'agira plus de réduire, mais d'éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Ce simple mot fait toute la différence. L'éradication de la faim et de la malnutrition porteront tous leurs fruits en termes de paix et de prospérité, au bénéfice de tous les pays. Sans compter qu'elle est un élément essentiel de l'avenir durable que nous souhaitons tous. ».

Le directeur en est conscient car il a ajouté que : « Une entreprise de très grande envergure nous attend. Donnons-nous les moyens d'agir pour être à la hauteur de la situation. ».

Le Directeur général a également souligné qu'il reste 928 jours avant l'échéance de l'OMD en 2015, exhortant également les pays à aller plus loin encore en visant à éradiquer purement et simplement la faim. « Nous sommes la 1^{re} génération qui peut mettre un terme à la faim, un fléau qui affecte l'humanité depuis la nuit des temps. Nous devons saisir cette occasion », a-t-il affirmé. Vaste programme quand on connaît les

La FAO a été fondée en 1945 pour répondre à la nécessité de la mise en place d'une meilleure gouvernance mondiale de l'alimentation et de responsabilités collectives. Mais elle était également inspirée par l'idéalisme: la conviction qu'il était possible de parvenir à «libérer le monde du besoin» et que cela était «essentiel pour une paix durable».



Le VP à la Fao

difficultés que rencontrent beaucoup de pays. »

Quand au Vice-Président, il a mis l'accent sur le soutien qu'apporte cette organisation à son pays et que cet appui « cadre pratiquement tous les domaines qui relèvent de son mandat : agriculture, pêche, élevage, forêt, sécurité alimentaire et aides d'urgence. « Et « En 2010 elle a identifié et formulé le Projet d'intensification, diversification et valorisation des productions agricoles, financé par la BID à hauteur de 1,5 millions \$. Par ailleurs, des experts de la FAO ont participé en 2012, à l'élabora-

tion d'une note de politique sectorielle en agriculture réalisée à la demande de la Banque Mondiale. Les résultats de cette étude devront être publiés en 2013».

Actuellement la Fao apporte son appui à l'élaboration du cadre programme pays (CPP) qui dégage deux domaines prioritaires dont l'Intensification, la diversification et la commercialisation des productions locales dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ainsi que dans la Gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles dans les secteurs de la forêt et de l'agroforesterie.

Energie solaire : Coopération chinoise

Au cours d'une cérémonie, l'Ambassadeur de Chine aux Comores Wang Leyou (à gauche sur la photo) a remis officiellement au gouvernement comorien, un lot de cinq cents systèmes mobiles d'énergie, dont le coût global s'élève jusqu'à cinq millions de Yuan Renminbi, soit environ deux cent cinquante millions de francs comoriens. L'Ambassadeur a annoncé que la partie chinoise va envoyer sur place des experts pour apporter des conseils techniques. Ils devront former les techniciens locaux afin d'assurer l'installation, la gestion et la maintenance. Pour le diplomate, « L'aide chinoise témoigne une fois de plus les sentiments d'amitié du Gouvernements et du peuple chinois envers les Comores et leur peuple. Il a ajouté que « La Chine continuera à accorder dans la mesure de ses possibili-

tés, des aides aux Comores, pour mettre en œuvre les mesures d'aide à l'Afrique, adoptées lors de la 5^{ème} conférence ministérielle du Forum sur la coopération Sino-africaine, et elle entend conjuguer ses efforts avec la partie comorienne pour explorer sans cesse le nouveau champ de coopération entre nos deux pays et insuffler une nouvelle vitalité des rapports d'amitié entre nos deux peuples. »

Le Vice-Président n'a pas manqué de louer la coopération historique et exemplaire entre la Chine et les Comores, au moment où nous célébrons le 38^{ème} anniversaire de notre indépendance, la Chine étant le premier pays à reconnaître les Comores.

Rappelons que pour les Comores, un arrêté portant exonération totale des taxes sur les panneaux solaires a été signé conjointement entre la Vice présidence en charge de l'Energie et celle des Finances.



Extraits de l'Allocution du Vice-Président lors de la cérémonie de passation

« Sans nul doute, l'acte premier qui marque la présente cérémonie constitue la prise officielle de fonction de mon successeur à qui je souhaite bonne chance et réussite dans ses nouvelles hautes fonctions.

Certes, les quelques éléments de bilan présentés montrent que des progrès notables ont été réalisés, mais que beaucoup reste encore à faire, car les véritables objectifs sont loin d'être pleinement atteints en particulier :

- Assurer la sécurité alimentaire de chaque citoyen.
- Offrir un emploi décent, particulièrement à la population rurale active, à travers la promotion des métiers dans les secteurs d'activités concernés.
- Assurer aux ménages et à

L'Entreprise une énergie stable, permanente et accessible.

J'exhorte alors, tout le personnel du Ministère, d'exprimer dévouement et franche collaboration au nouveau Ministre qui, plein d'am-

bitions et de bonne volonté, sera certainement disponible et ouvert à vos contributions pour la satisfaction de l'intérêt général, objet de l'Action du Ministère et du Gouvernement. «



« Par la réussite de cette cérémonie, que nous venons tous de constater, les organisateurs contribuent hautement à sensibiliser le pays de l'effort constant dégagé par le Ministère à s'engager dans l'atteinte des objectifs de la politique du Gouvernement sous l'autorité de son Excellence Dr IKIL-LOU Dhoinine, visant à un développement durable et solidaire.»

Note sectorielle Agricole

Un atelier a regroupé à la salle de conférence du Ministère une rencontre des représentants du secteur agricole en vue de discuter de la note sectorielle préparée par la Banque Mondiale et la FAO.

Il faut se rappeler que la stratégie de politique agricole de l'Union des Comores a été élaborée en 1994. Malheureusement cette stratégie n'a pas été pleinement opérationnalisée. Un exercice d'actualisation et d'opérationnalisation a cependant été initié par le gouvernement avec l'appui de la FAO en 2001. Ce partenariat a permis la formulation du Programme national d'investissement à moyen terme dénommé PNIMT, validé en 2004.

Ce dernier a permis d'amorcer le

processus du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), d'identifier les filières porteuses (filières maraîchères, vivrières, pêche artisanale, petit élevage), et de formuler des profils de projets d'investissements bancables, en particulier un projet appui à la commercialisation des produits agricoles et un projet pilote de sécurisation foncière (FAO, 2005).

La faible appropriation du PNIMT n'a cependant pas permis que ce dernier soit utilisé comme cadre de référence pour le financement du secteur. D'où la présente note qui sur la base d'un diagnostic, propose des axes de travail notamment il s'agira entre autres d'appuyer les filières de

rentes traditionnelles vanille et ylang-ylang.

Pour la vanille, des actions clés comme la labellisation du produit en «vanille des Comores» ou «vanille Bourbon», tout en valorisant la particularité d'une produc-



Rehana Vally (Banque Mondiale) l'animatrice de l'atelier

tion entièrement biologique, devraient être envisagées.

Quand à l'Ylang les Comores sont le premier producteur et exportateur d'Ylang-Ylang et certaines actions seraient nécessaires pour maintenir le leadership mondial.

Le développement du commerce intra- et inter-îles des produits vivriers et maraîchers par le développement de marchés intermédiaires, d'infrastructures portuaires, et de pistes de désenclavement a été vivement réitéré.

La note encourage aussi la promotion la valorisation des métiers de l'agriculture qui passe par sa modernisation et l'emploi des jeunes et le développement du secteur agroalimentaire à travers le développement du capital humain.

Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) Cérémonie de remise de motos

Suite de la Page 3

En tout 12 CDRE dans les îles « vont pouvoir bénéficier de cet appui précieux dont l'objectif est de renforcer leur capacité d'intervention pour une réponse plus articulée aux

préoccupations majeures des communautés rurales » a lancé le Vice-Président.

Il s'agit pour lui de faire des CDRE un des socles du développement socio-économique du pays. « L'esprit étant de mobiliser et de mettre à la disposition des

populations rurales, le maximum de moyens susceptibles d'améliorer leurs conditions de travail » a-t-il ajouté.

Il a en outre indiqué que d'autres partenaires ont accepté d'apporter une contribution conséquente en particulier le FIDA et la Banque

Islamique (BID) pour les travaux de réhabilitation et d'équipement de certains CRDE. En conclusion, il a assuré que «Notre vision est de pouvoir capitaliser tous ces acquis et de donner un contenu exhaustif au projet d'opérationnalisation des CRDE».

Avènement du mois de ramadan de l'année 1434 de l'Hégire (2013) Extraits du Discours à la Nation de Son Excellence Docteur IKILILOU Dhoinine le 09 juillet 2013

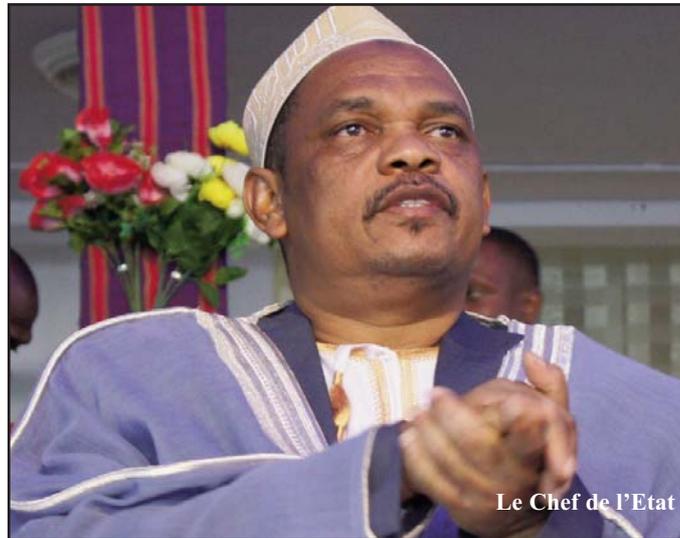
ملک دمجال میجرلہ نمجرلہ مللا مسب
مالسلواو فالصلواو، نینملاعلاب
نیلسرملواو ائیبنال ديس یلع
هبحصو لآ یلعو، دمحم انیب
دعب اما نیعمجأ

«Ainsi, au moment d'entamer l'accomplissement du quatrième pilier de l'islam, je voudrais tout d'abord associer ma prière aux vôtres, pour qu'Allah nous accorde la santé et l'énergie nécessaires à l'accomplissement du jeûne, fortifie notre foi et fasse de ce mois bénis, un mois de bonheur et de réussite pour tous les comoriennes et comoriens, de l'intérieur du pays et de la diaspora et pour l'ensemble des musulmans résidents en Union des Comores.

«Je souhaite également pour notre pays et pour l'ensemble des pays et des peuples et de la Umma Islamique paix, stabilité, développement et prospérité».

Mes chers compatriotes,

«Je veillerai également sur l'application rigoureuse de la loi portant réglementation des pratiques religieuses dans notre pays, que j'ai promulguée en janvier dernier et qui, j'en suis convaincu, favorisera l'unité du culte et des pratiques religieuses et renforcera



Le Chef de l'Etat

l'Islam millénaire de notre pays, pratiqué selon les enseignements de l'Ecole juridique de l'Imam Chafii.»

«Ainsi, comme l'année dernière, je demande aux Gouverneurs des îles, de donner les instructions et les moyens nécessaires aux services de contrôle des prix, pour faire respecter la Loi et les règlements en matière de commerce, afin que la population puisse satisfaire ses besoins en matière d'alimentation durant le ramadan.»



Le Président de l'Assemblée de l'île de Ngazidja visitant un stand de la société Compêche à la Journée de l'Environnement



Exposition de produits lors de la journée Mondiale de l'Environnement

Mes chers compatriotes,
«La maîtrise de soi qu'exige le jeûne, aussi bien physiquement que moralement, est un exercice spirituel annuel, qui permet aux croyants que nous sommes, de mettre en pratique durant le mois de ramadan, l'endurance, la générosité, la justice et l'écoute des autres nous permettant ainsi d'avoir les ressources nécessaires, pour continuer dans la bonne voie le reste de l'année et durant toute notre vie.»

«Nous devons alors nous rappeler constamment, que l'immoralité, la corruption, la méchanceté, les

disputes et les provocations qui sont interdites à celui qui jeûne, doivent être bannies toute l'année.

Ainsi, la prière et la piété doivent aller de pair avec la solidarité et l'entraide avec ceux qui, accablés par la pauvreté, le deuil ou la maladie, ont besoins autant de nourriture que de notre compassion.

«Cette solidarité agissante, englobe certes les commerçants mais aussi les organisations patronales, les différents syndicats agricoles ou de pêches qui doivent contribuer à contenir l'inflation artificielle intolérable, pratiquée surtout durant le mois de ramadan.»

Secrétariat Général
Cellule Communication
MPEEIA

Email
vpmavuna@gmail.com

Comité de rédaction
MAVUNA

H. Abdérémane
Idfaoundine Attoumane

Issa Abdillah
Ahmed Yousseuf
Photos

H. Abdérémane
Ahamada Avouka
Crédits Alwatwan